

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

15 JANVIER 2013

Projet de loi portant assentiment aux accords au titre de l'Article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong-Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR
M. VERSTREKEN

Voir:

Documents du Sénat :

5-1872 - 2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

15 JANUARI 2013

Wetsontwerp houdende instemming met de akkoorden in het kader van Artikel XXI van de GATS met Argentinië, Australië, Brazilië, Canada, China, het afzonderlijk douanegebied van Taiwan, Penghu, Kinmen en Matsu (Chinees Taipei), Colombia, Cuba, Ecuador, Hongkong (China), India, Japan, de Republiek Korea, Nieuw-Zeeland, de Filipijnen, Zwitserland en de Verenigde Staten van Amerika over de compenserende aanpassingen die noodzakelijk zijn als gevolg van de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VERSTREKEN

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-1872 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Composition de la commission ./ Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Jean-Jacques De Gucht.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Ecolo	Benoit Hellings.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs,
Helga Stevens.
Hassan Bousetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Johan Verstreken.
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Yokeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Jacky Mrael.
André du Bus de Warnaffe.

I. INTRODUCTION

La commission a examiné le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport au cours de sa réunion du 15 janvier 2013.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU REPRÉSENTANT DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les dix-sept accords précités (aussi appelés accords « Consolidation CE-25 ») ont été signés le 26 juillet 2006. Ces accords ont été élaborés à la suite de l'élargissement de l'Union européenne et de l'application des dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Conformément à l'article XX de l'AGCS, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) établissent la liste des engagements spécifiques qu'ils prennent en matière de libéralisation des services.

La liste actuelle de la Communauté européenne et de ses États membres (« la Communauté européenne ») couvre seulement les engagements spécifiques relatifs aux douze États membres de 1994 (date de la fin de l'« *Uruguay Round* »). Les listes individuelles d'engagements spécifiques des États membres qui ont adhéré à la Communauté européenne en 1995 et 2004 (les « nouveaux États membres ») ont été adoptées avant leur adhésion à l'Union européenne.

Afin d'assurer, notamment, que les nouveaux États membres soient couverts par les limitations incluses dans la liste d'engagements spécifiques de la Communauté européenne et de garantir la cohérence avec l'acquis communautaire, toutes les listes comprenant les engagements spécifiques des vingt-cinq États membres de l'UE ont dû être consolidées. À la suite de cette consolidation, il a été nécessaire de modifier ou de retirer certains engagements spécifiques inclus dans la liste des engagements spécifiques des Communautés européennes et dans la liste des engagements spécifiques des nouveaux États membres.

En modifiant ou en retirant des engagements inclus dans sa liste, la Communauté européenne a enclenché la procédure visée à l'article XXI de l'AGCS. Par conséquent, il a fallu négocier des compensations avec les membres de l'OMC qui affirment être touchés par les modifications et les retraits visés. La Commission européenne a ainsi mené des négociations avec dix-sept membres de l'OMC et elle a signé un accord avec chacun de ces membres. Ces accords couvrent tant les modifications et les retraits que la Communauté européenne avait annoncés que les ajustements compensatoires résultant des modifications et des retraits.

I. INLEIDING

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 15 januari 2013

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE VERTEGENWOORDIGER VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN

De zeventien bovengenoemde akkoorden (ook akkoorden « Consolidatie EG-25 » genoemd) werden ondertekend op 26 juli 2006. Deze akkoorden zijn tot stand gekomen ingevolge de uitbreiding van de Europese Unie en van de toepassing van het bepaalde in de Algemene Overeenkomst inzake de handel in diensten (de « GATS » — *General Agreement on Trade in Services*).

Overeenkomstig artikel XX van de GATS stellen de leden van de Wereldhandelsorganisatie (WHO) de lijst op van de specifieke verbintenissen die zij aangaan inzake de vrijmaking van de diensten.

De huidige lijst voor de Europese Gemeenschap en haar lidstaten (de « Europese Gemeenschap ») heeft uitsluitend betrekking op de specifieke verbintenissen van de twaalf lidstaten van 1994 (slotdatum van de « *Uruguay Round* »). De individuele lijsten met specifieke verbintenissen van de lidstaten die in 1995 en 2004 tot de Europese Gemeenschap zijn toegetreden (de « nieuwe lidstaten ») werden vóór hun toetreding tot de Europese Unie vastgesteld.

Om ervoor te zorgen dat de beperkingen in de lijst van specifieke verbintenissen van de Europese Gemeenschap met name ook van toepassing zijn op de nieuwe lidstaten en om de samenhang met het acquis communautaire te verzekeren, dienden alle lijsten met de specifieke verbintenissen van de vijfentwintig lidstaten van de EU te worden geconsolideerd. Als gevolg van deze consolidatie moesten bepaalde specifieke verbintenissen in de lijst van specifieke verbintenissen van de Europese Gemeenschappen en van de nieuwe lidstaten worden gewijzigd of ingetrokken.

Door verbintenissen op haar lijst te wijzigen of in te trekken heeft de Europese Gemeenschap de in artikel XXI van de GATS bedoelde procedure in gang gezet. Als gevolg daarvan moet met de leden van de WHO die beweren getroffen te zijn door de wijzigingen en intrekkingen, worden onderhandeld over compensaties. Aldus heeft de Europese Commissie onderhandelingen gevoerd met zeventien leden van de WHO en heeft zij met elk van deze leden een akkoord getekend. Deze akkoorden bestrijken zowel de wijzigingen en intrekkingen waarvan de Europese Gemeenschap kennis had gegeven als de compenserende aanpassingen in verband met de wijzigingen en intrekkingen.

Le 23 juillet 2007, le Comité des représentants permanents de l'Union européenne a conclu au caractère mixte des dix-sept accords. Par conséquent, ces derniers devront être ratifiés tant par la Communauté européenne que par chaque État membre.

Le 19 septembre 2008, le groupe « Traités mixtes » concluait, au niveau belge, au caractère exclusivement fédéral des dix-sept accords. Ils doivent dès lors être ratifiés au niveau fédéral.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Anciaux constate que le projet faisant l'objet du présent rapport est une adaptation technique des accords de l'AGCS. Bien qu'il s'agisse des télécommunications, le groupe « Traités mixtes » a jugé qu'il s'agissait d'une compétence exclusivement fédérale. Mais les télécommunications ne comprennent-elles pas aussi un volet médias ?

Une deuxième question porte sur le fait que la République populaire de Chine et Taipei sont toutes deux des parties signataires. Normalement ce n'est pas le cas. Y a-t-il une explication à cela ?

M. Verstreken désire recevoir plus d'explications sur l'état d'avancement de la ratification par les autres États membres de l'Union européenne. Le projet de loi date de 2007, l'avis du Conseil d'État, lui, date de 2009. Il s'agit d'une adhésion des États membres durant cette période. Un nouveau processus de négociations a-t-il déjà été lancé avec les États membres qui ont adhéré depuis lors ?

Le représentant du ministre des Affaires étrangères déclare qu'il est exact qu'il y a parfois, dans le volet télécommunications, des matières relevant des compétences des entités fédérées. Or, ce n'est pas le cas ici. Il s'agit simplement de la transmission et de la réception de signaux, donc tout ce qui relève de l'infrastructure, pas du contenu. Le groupe « Traités mixtes » a donc jugé en 2008 qu'il ne s'agissait pas d'un traité mixte.

La question au sujet de la Chine et du Taipei chinois peut être expliquée historiquement. Taipei est depuis longtemps déjà membre de l'OMC et il n'y a aucune raison de changer cela. Il existe des engagements et ceux-ci doivent être respectés. Étant donné que Taipei était déjà membre de l'OMC bien avant la République populaire de Chine, et que cette dernière ne voulait pas remettre son adhésion en question à cause de Taipei, les Chinois ont dû se faire à la situation.

Op 23 juli 2007, besloot het Comité van permanente vertegenwoordigers van de Europese Unie dat de zeventien akkoorden, gemengde akkoorden zijn. Ze dienen dan ook door de Europese Gemeenschap en door elke lidstaat afzonderlijk te worden bekrachtigd.

Op 19 september 2008, besloot de « Groep Gemengde Verdragen » op Belgisch niveau tot de vaststelling van het exclusief federaal karakter van de zeventien akkoorden. Zij dienen dan ook op federaal niveau te worden bekrachtigd.

III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Anciaux stelt vast dat dit ontwerp een technische aanpassing van de GATS-akkoorden is. Alhoewel het gaat over telecommunicatie heeft de groep van gemengde verdragen geoordeeld dat dit een exclusieve federale bevoegdheid is. Bevat telecommunicatie echter ook geen luik media ?

Een tweede vraag betreft het feit dat zowel de Volksrepubliek China als Taipei tegelijk verdragsluitende partij zijn, wat normaal gezien niet het geval is. Wat is de verklaring hiervoor ?

De heer Verstreken kreeg graag meer uitleg over de stand van zaken van de ratificatie bij de andere lidstaten van de EU. Dit wetsontwerp dateert van 2007, het advies van de Raad van State van 2009. Het betreft de toetreding van de lidstaten in die periode. Is er echter al een nieuwe onderhandelingsronde opgestart met betrekking tot recenter toegetreden lidstaten ?

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken deelt mee dat er in het luik telecommunicatie soms inderdaad materies opgenomen zijn die tot de bevoegdheden van de deelstaten behoren. Dit is hier echter niet het geval. Het gaat enkel over de transmissie en de ontvangst van signalen, dus alles wat infrastructuur betreft en niet de inhoud. Daardoor heeft de groep « gemengde verdragen » in 2008 geoordeeld dat dit geen gemengd verdrag is.

De vraag inzake Chinees Taipei heeft een historische verklaring. Taipei is al lang lid van de WHO en er is geen reden deze situatie te wijzigen. De bestaande engagementen moeten gerespecteerd worden. Vermits Taipei lang vóór de Volksrepubliek China lid was van de WHO, en de Chinezen hun eigen toetreding niet op de helling wensten te zetten omwille van Taipei, hebben zij deze toestand moeten aanvaarden.

La procédure précédente n'a pas pu être finalisée car de nouveaux États ont adhéré à l'Union européenne, ce qui nécessitait le lancement d'une nouvelle procédure à l'OMS. L'objectif était de parvenir à une consolidation globale, pas seulement après l'élargissement de 1995 avec trois nouveaux États membres, mais aussi après l'adhésion, en 2004, de dix nouveaux États membres. Le problème s'est ensuite posé au niveau de la base juridique employée par la Commission européenne, ce qui a entraîné des difficultés internes pour l'Europe. Entre-temps, en 2007, l'Union européenne s'est à nouveau élargie. On peut donc à tout le moins parler de situation complexe. Les tierces parties à l'OMS ont pu se rallier à la décision qu'il fallait relancer la procédure à cause des deux premiers élargissements. Étant donné le retard accumulé, on n'a cependant pas voulu attendre la consolidation pour la Roumanie et la Bulgarie qui ont adhéré en 2007. Cette consolidation devra donc encore se faire, mais pour cela, il faut attendre la ratification des accords à l'examen.

M. Vanlouwe souligne que l'alinéa 1^{er} renvoie à l'accord de 1995 relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège à l'Union européenne.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères répond que le texte a été rédigé au moment où la Norvège était pays candidat, et avant le referendum qui a interdit l'adhésion de ce pays. C'est pourquoi la Norvège est qualifiée dans ce texte de pays candidat à l'adhésion.

IV. VOTES

Les articles 1^{er} et 2 ainsi que l'ensemble du projet de loi sont adoptés par 8 voix et 1 abstention.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,

Johan VERSTREKEN.

Le président,

Karl VANLOUWE.

*
* *

**Le texte adopté par la commission
est identique au texte
du projet de loi
(voir le doc. Sénat, n° 5-1872/1 — 2012/2013).**

De vorige procedure kon niet afgerond worden omdat er nieuwe landen tot de EU toetraden, waardoor een nieuwe procedure bij de WHO moest aangevat worden. Het was de bedoeling een globale consolidatie te maken, niet enkel na de uitbreiding van 1995 met drie nieuwe lidstaten, maar ook na de toetreding van tien nieuwe lidstaten in 2004. Het probleem stelde zich vervolgens bij de juridische basis die gebruikt was door de Europese commissie, die gezorgd heeft voor interne Europese problemen. Ondertussen vond een nieuwe uitbreiding van de Europese Unie plaats in 2007. De situatie is dus op zijn minst complex te noemen. De derde partijen bij de WHO hebben kunnen aanvaarden dat de procedure moest heropstarten omwille van de twee eerste uitbreidingen. Gelet op de opgelopen vertraging hebben ze echter niet willen wachten op de consolidatie, die nog zal moeten gebeuren, voor Roemenië en Bulgarije die in 2007 zijn toegetreden. Daarvoor wordt echter gewacht op de goedkeuring van de voorliggende akkoorden.

De heer Vanlouwe merkt op dat het eerste lid verwijst naar het verdrag van 1995 tot toetreding van het Koninkrijk Noorwegen tot de Europese Unie.

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat de tekst opgesteld werd op het ogenblik dat Noorwegen kandidaat-lid was en vóór het referendum dat het niet toeliet om toe te treden. Vandaar dat Noorwegen in deze tekst vermeld wordt als kandidaat-toetredingslid.

IV. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2, alsmede het wetsontwerp in zijn geheel, worden aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,

Johan VERSTREKEN.

De voorzitter,

Karl VANLOUWE.

*
* *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als de tekst
van het wetsontwerp
(zie stuk Senaat, nr. 5-1872/1 — 2012/2013).**